



Communiqué Ministériel sur l'Enseignement Supérieur, la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique, 20-21 Octobre, 2016, Cape Town, Afrique du Sud

Le Forum Régional des Universités pour le Renforcement des Capacités en Agriculture (RUFORUM) avec l'appui des partenaires nationaux, régionaux, continentaux et internationaux a organisé une table ronde ministérielle à l'occasion de la 5^{ème} édition de la célébration de la Semaine de l'enseignement supérieur en Afrique et de la Conférence biennale du RUFORUM au Centre de conférence Century City, à Cape Town, Afrique du Sud. La réunion a rassemblé des représentants des gouvernements du Bénin, Egypte, Kenya, Mali, Malawi, Mozambique, Nigéria, Sénégal, Soudan, Afrique du Sud et de l'Ouganda. Elle a été précédée par une réunion des experts techniques des gouvernements respectifs.

Les objectifs de la réunion étaient de:

1. Discuter et prendre des décisions par rapport aux messages clés issus des réunions antérieures afin de faire ressortir comment l'Afrique peut répondre aux défis clés pour l'amélioration de l'enseignement supérieur en Afrique. Il s'agit de la Conférence ministérielle de Lilongwe en Octobre 2015; de l'événement portant sur le renforcement de l'enseignement supérieur pour soutenir la mise en œuvre des objectifs de développement durable, organisé par son Excellence, le Professeur Arthur Peter Mutharika, Président de la République du Malawi à la 70^{ème} Assemblée générale des Nations Unies en 2015; la réunion de Khartoum des Recteurs et doyens d'Université; et du premier Sommet de l'enseignement supérieur tenu à Dakar, au Sénégal en 2015;
2. Parvenir à un accord commun sur les questions clés et les priorités pour le renforcement de l'enseignement supérieur, la science, la technologie et l'innovation qui exigent un grand engagement politique des ministres et des chefs d'État et présidents africains;
3. S'entendre sur un projet de déclaration à soumettre au Comité des dix chefs d'Etat et de gouvernement promoteurs de l'éducation, de la science et de la technologie en Afrique.

Nous, les ministres et les Responsables en charge de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie réunis à la Table ronde ministérielle sur l'enseignement supérieur, la science, la technologie et l'innovation qui a eu lieu au centre de conférence de Century City (CCCC) à Cape Town, en Afrique du Sud les 20 et 21 Octobre 2016:

1. **Notant** qu'il existe plusieurs défis cruciaux par rapport au secteur de l'enseignement supérieur, tels que: (i) la mondialisation, la concurrence accrue et la nécessité d'avoir des économies basées sur des connaissances solides (ii) l'importance du capital humain pour appuyer l'utilisation des connaissances pour soutenir la croissance; (iii) les faibles taux bruts d'inscription au niveau de l'enseignement supérieur en Afrique, y compris les résultats de recherche, par rapport aux autres parties du monde;
2. **Admettant** que le financement est limité pour la formation postuniversitaire en Afrique bien que la production de connaissances est essentielle pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et le développement;

CO-ORGANISERS:



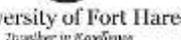


3. **Conscient** de la multiplicité des petits efforts dans le secteur de l'enseignement supérieur qui toutefois sont des efforts individuels et ne permettent pas la transformation escomptée du secteur pour une croissance accélérée grâce à l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation pour le développement;
4. **Reconnaisant** l'importance de l'enseignement supérieur comme un mécanisme clé pour assurer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique comme en témoigne la récente création du Comité des 10 chefs d'Etat et de gouvernements africains pour promouvoir l'éducation, la science et la technologie en Afrique. Ces dix chefs d'Etat sont: le Président Macky Sall du Sénégal; le Président Ernest Bai Karoma de la Sierra Leone; le Président Abdel Fattah El Sisi de l'Egypte; le Président de la Tunisie; Mr Beji Caid Essebsi, le Président Bongo Ondimba, du Gabon; le Président Idriss Deby Itno du Tchad; le Président Peter Mutharika du Malawi; le Président Have Geingob de la Namibie; le Président Uhuru Kenyatta du Kenya; et le président Ameenah Gurib-Fakim de l'Etat du Maurice.
5. **Conscient** de l'expansion significative dans le secteur de l'enseignement supérieur, de l'admission en grand nombre des étudiants de premier cycle sans pour autant une expansion parallèle des ressources, y compris le financement, les infrastructures, l'équipement et le personnel dans les universités africaines;

RECOMMANDONS aux 10 chefs d'Etat et de gouvernement africains soutenant l'éducation, la science et la technologie, constitués par l'Union africaine en Juillet 2015, que ce qui suit soit considéré dans la déclaration à faire par les chefs d'Etat et de gouvernement africains lors du sommet de l'Union Africaine en janvier-février 2017 :

1. Un comité de planification de base soit mis en place par la Commission de l'Union Africaine pour diriger la préparation de la réunion des 10 chefs d'Etat et de gouvernement promouvant l'éducation, la science et la technologie; qui se tiendra au Malawi
 - 1.1. Fournir un appui technique aux réunions des 10 chefs d'Etat et de gouvernement promouvant l'éducation, la science et la technologie, à commencer par la première réunion qui se tiendra au Malawi;
 - 1.2. La réunion des chefs d'Etat, du secteur privé et du secteur académique, prévue pour Mars 2017 à l'île Maurice;
 - 1.3. Le Comité de planification de base soit mis en place par la Commission de l'Union Africaine et qu'il inclut le Malawi, l'île de Maurice, l'Egypte, le Kenya, le Sénégal, Association des Universités Africaines, FANRPAN et RUFORUM; et que
 - 1.4. La Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement soient invitées à participer et à soutenir les arrangements de la réunion ainsi que les initiatives en faveur de l'enseignement supérieur.
2. Lancer un appel pour un plan Marshall en vue d'intensifier la formation de troisième cycle et la dotation en personnel dans les universités africaines. La réunion a lancé un appel aux chefs

CO-ORGANISERS:

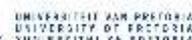




d'Etats et de gouvernements africains pour mandater le RUFORUM afin qu'il travaille avec les États membres et les gouvernements, en particulier le Bénin, l'Égypte, le Kenya, le Mali, le Malawi, la Mozambique, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et l'Ouganda vers une initiative pour l'intensification de la formation du troisième cycle et de la formation postdoctorale en Afrique en accord avec les cadres éducatifs de l'UA;

3. Aux gouvernements africains et les partenaires au développement d'accroître le financement à long terme dans le secteur de l'enseignement supérieur, et en particulier pour les études supérieures et à la formation postdoctorale pour assurer qu'il y est une utilisation renforcée des connaissances pour soutenir la croissance en Afrique et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine;
4. Le secteur privé et les particuliers fortunés pour améliorer les investissements dans le secteur de l'enseignement supérieur et en particulier pour la formation postdoctorale;
5. Les États membres à:
 - 5.1. améliorer l'accès équitable à l'enseignement supérieur dans toutes les catégories socio-économiques et en fonction du genre
 - 5.2. renforcer l'utilisation des TIC pour améliorer la décentralisation de l'enseignement et de l'apprentissage, améliorer l'accès au grand public, et aussi de réduire les coûts de l'éducation en Afrique;
 - 5.3. améliorer la pertinence, la qualité, la gouvernance et l'impact communautaires des établissements d'enseignement supérieur, y compris la mise en place des cadres de référence,
6. En outre, les États membres s'engagent à:
 - 6.1. établir un «système africain de classement des universités» qui reconnaît l'importance spécifique de l'enseignement supérieur dans l'agriculture et dans d'autres domaines, qui encourageraient les universités à répondre à ces besoins,
 - 6.2. établir une 'norme continentale d'accréditation et de système de transfert de crédit' pour permettre aux étudiants et au personnel de passer d'une université à une autre et d'élargir leur exposition ce qui permettra d'améliorer la mobilité académique;
 - 6.3. développer un «programme de mobilité académique» et renforcer les centres d'excellence pour améliorer la mobilité, la formation au niveau régional, les économies de gamme et d'échelle.
7. La Commission de l'Union Africaine de diriger le processus et de mettre en place des mécanismes pour harmoniser les initiatives en faveur de l'enseignement supérieur en Afrique. En outre, nous recommandons à la Commission de l'Union africaine d'améliorer la mobilité du personnel et des étudiants entre les diverses institutions africaines, à travers le continent. La mobilité peut être améliorée en fournissant un environnement favorable, ainsi que la réduction des défis à la mobilité inter-pays;

CO-ORGANISERS:





Signé par:

COUNTRY	SIGNATURE
1. Ministre de L'Education de la Science et la Technologie, BENIN	_____
2. Ministre de L'Education de la Science et la Technologie, EGYPT	_____
3. Secrétaire de Cabinet Secretary, Education, KENYA	_____
4. Ministre de L'Enseignement Superieur et de la Recherché Scientifique, MALI	_____
5. Ministre de L'Education de la Science et la Technologie, MALAWI	_____
6. Ministre de la Science, de la Technology et de L'Enseignement Superieur et Professionale; MOZAMBIQUE	_____
7. Ministre de L'Education, NIGERIA	_____
8. Ministre de L'Enseignement Superieur et de la Recherché , SENEGAL	_____
9. Ministre de L'Enseignement Superieur et de la Recherché Scientifique, SUDAN	_____

CO-ORGANISERS:





10. Ministre de la Science et de la Technologie,
Afrique du Sud



11. Ministre d'Etat pour L'Enseignement
Superieur, UGANDA



CO-ORGANISERS:

